

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 ST ETIENNE

ST ETIENNE, le 27/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)**

place de la Verrerie  
42610 ST ROMAIN LE PUY

Références : UID4243-EAR-22-396  
Code AIOT : 0006103493

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2022 dans l'établissement VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE) implanté Place de la Verrerie 42610 ST ROMAIN LE PUY. L'inspection a été annoncée le 26/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VERALLIA FRANCE (ST GOBAIN EMBALLAGE)
- Place de la Verrerie 42610 ST ROMAIN LE PUY
- Code AIOT : 0006103493
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de Verallia est autorisé à exploiter les installations de « fabrication du verre » par arrêté préfectoral du 30 janvier 2017.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Eaux : suivi des eaux souterraines et des prélèvements
- Bruit

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Prélèvement d'EAU	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1	/	Sans objet
4	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 11.1.8	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites inspection 2021	Autre du 22/09/2021	/	Sans objet
2	BRUIT	Autre du 22/09/2021	/	Sans objet
5	ETE sur les NOx	Autre du 13/10/2022	/	Sans objet
6	Discussion en cours	Autre du 14/10/2022	/	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Le contexte énergétique oblige le site à modifier les conditions d'exploitation en introduisant du fuel comme combustible des fours alors que ces derniers fonctionnaient 100 % au gaz.

Pour l'instant, les valeurs des rejets atmosphérique sont conformes aux valeurs de l'arrêté préfectoral mais l'exploitant doit rester vigilant.

L'inspection du jour a permis de mettre en exergue que des actions doivent être mises en place pour une gestion raisonnée des prélèvements d'eaux et pour un suivi pertinent des eaux souterraines.

### **2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : Suites inspection 2021**

<b>Référence réglementaire :</b> Inspection du 22/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Analyses qualité de l'air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> oui
<b>Prescription contrôlée :</b> - des conclusions ou des analyses supplémentaires devaient être réalisées à propos du document « diagnostic complémentaire et EQRS » en date du 10/06/2016. l'exploitant est en attente de 4 devis afin de réaliser de nouveaux prélèvements car il doit statuer sur la compatibilité entre la qualité de l'air ambiant et l'usage du bâtiment administratif
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que la commande a été validée et qu'une mesure doit avoir lieu cet hiver.
<b>Observations :</b> Le rapport devra être transmis à l'inspection, ainsi que l'EQRS mise à jour.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : BRUIT**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 22/09/2021
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures de bruit et plan d'action
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Chapitre 7.2 de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2017
<b>Constats :</b> Les sources de bruit ont été identifiées : la bride d'un détenteur de gaz, le sifflement des pompes. Une mesure de bruit doit être réalisée semaine 42.
<b>Observations :</b> Le rapport de la mesure de bruit sera envoyé à l'inspection dès réception. Un plan d'action accompagnera le rapport si les mesures présentent des non conformités
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Prélèvement d'EAU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement dans le canal du Forez
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>            ACTIONS qui devaient être mises en oeuvre            - préciser les actions mises en œuvre suite aux dépassements des volumes de prélèvements dans le canal du Forez            - transmettre à l'inspection les échanges de correspondance avec le SMIF</p> <p>Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau            L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.            Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé journalièrement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup>/jour, hebdomadairement si le débit est inférieur à 100 m<sup>3</sup>/jour. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées            Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :            Consommation annuelle :            nappe phréatique : 65 000 m<sup>3</sup> et 14 m<sup>3</sup>/h max            canal du forez : 20 000m<sup>3</sup> et débit 40 m<sup>3</sup>/h</p>
<p><b>Constats :</b> Pour 2021, l'exploitant indique avoir prélevé 47 000 m<sup>3</sup> dans la nappe et 39 700 m<sup>3</sup> dans le canal            L'exploitant n'a pas informé le SMIF des dépassements de prélèvements en eau dans le canal.</p> <p>L'exploitant prélève plus de 100 m<sup>3</sup>/j mais il n'a pas encore mis en place les relevés journaliers des compteurs d'eau. Cependant, L'exploitant indique vouloir mettre en place un relevé journalier automatique et informatisé des compteurs d'eau mais qu'il rencontre actuellement un bug informatique. Cette action ne sera effective qu'à la fin du premier semestre 2023.</p>
<p><b>Observations :</b> L'exploitant devra ramener la consommation d'eau en provenance du Canal du Forez à moins de 20 000 m<sup>3</sup> pour 2023</p> <p>En attente de la mise en place du relevé informatisé des compteurs d'eau, l'exploitant doit être en mesure de faire un relevé journalier et de tenir un registre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Suivi des eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/01/2017, article 11.1.8 et 11.1.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi des eaux souterraines et plan de gestion
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 11.1.8. Etat initial du site —Surveillance des eaux souterraines: Article 11.1.9 Surveillance des sols
<b>Constats :</b> Une analyse trimestrielle des eaux souterraines est réalisée. Les résultats doivent être commentés et consolidés. Un bilan quadriennal concernant la surveillance des eaux souterraines est nécessaire. En fonction des conclusions, un plan de gestion sera peut être nécessaire.  - Concernant GIDAF, il y a 11 points de mesures (piézos) et 140 paramètres mesurés.
<b>Observations :</b> Devant la multitude de paramètres à renseigner sur GIDAF, l'inspection propose d'attendre les conclusions du bilan quadriennal et les propositions argumentées de l'exploitation pour examiner un allègement de la saisie.  L'exploitant transmet à l'inspection l'ensemble des documents correspondants aux études réalisées en application des articles cités en référence. Notamment, le bilan quadriennal devra être transmis à l'inspection fin du 1er trimestre 2023. Si un plan de gestion est nécessaire, il sera transmis à l'inspection avant la fin du 2ème trimestre 2023.-
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 5 : ETE sur les NOx

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 13/10/2022
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Demande ADEME
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> sans objet
<b>Constats :</b> La demande de financement ADEME a été déposée sur la plateforme le 24 octobre 2022. visant à étudier la réalisation d'une ETE sur les différents dispositifs pouvant être mis en œuvre pour réduire les rejets
<b>Observations :</b> Dès la réception des conclusions de l'étude technico économique, l'exploitant devra se positionner sur les futures actions et leur calendrier de mise en oeuvre et en faire part à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Discussion en cours**

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 14/10/2022
<b>Thème(s) :</b> Autre, sujets divers
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> - PAC en cours Modif non substantielle : PAC  - Fours électriques En remplacement d'un autre , localisation ?
<b>Constats :</b> Le poteyage des moules avec un cracking d'acétylène est considéré comme une modification non substantielle ; Un rapport par l'inspection est en cours de rédaction en ce sens .  Le projet d'installer des fours hybrides est à l'étude. Une demande de raccordement électrique est en cours.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet